

Questions orales

[Français]

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

ON DEMANDE OÙ EN SONT LES DISCUSSIONS AVEC LE QUÉBEC RELATIVEMENT AUX ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

M. Michel Champagne (Champlain): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Forêts). Est-ce que le ministre peut nous dire où en sont rendues les discussions avec la province de Québec au sujet des ententes fédérales-provinciales dans le secteur forestier?

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, cela fait déjà quelque temps que le ministère de l'Expansion industrielle régionale et le Québec ont entamé des négociations pour conclure une entente sur le développement économique régional. Je peux garantir au député que le gouvernement préconise une telle entente. Je crois d'ailleurs que la signature de l'entente sera annoncée sous peu. Je peux dire au député que l'industrie forestière revêt beaucoup d'importance dans l'accord en question et que les détails relatifs à ce secteur seront annoncés en temps et lieu.

* * *

L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

LA CONTRIBUTION CANADIENNE

M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Je voudrais d'abord lui dire que nous sommes heureux de le voir de retour à la Chambre après ses réunions à l'OTAN et ses autres activités de formation en cours d'emploi.

● (1500)

Le ministre suppléant de la Défense nationale n'a pas pu répondre à une de mes questions la semaine dernière parce qu'il ne savait pas ce que le ministre avait dit à l'OTAN même si, d'après le ministre suppléant, ils étaient restés en rapports très étroits. Il nous a cependant dit que les propos du ministre étaient très sensés, même s'il ne les avait pas entendus.

Quand le ministre a fait certaines déclarations au sujet du chasseur CF-18 et des six nouvelles frégates de patrouille entre autres choses, ne répétait-il pas simplement à nos alliés de l'OTAN certains engagements qui avaient déjà été pris et qui étaient en voie d'être respectés par le gouvernement antérieur?

L'hon. Robert C. Coates (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, l'une des révélations les plus intéressantes du rapport du Vérificateur général a trait au fait que l'ancien gouvernement avait dit aux Canadiens que les programmes d'acquisition des CF-18 et des frégates de patrouille étaient des programmes complets alors qu'ils n'étaient que des demi-programmes. Le gouvernement antérieur était en train d'acheter un avion incomplet et une frégate incomplète. Nous mettons quant à nous tout le programme en vigueur en dotant les chasseurs et les frégates des dispositifs nécessaires pour qu'ils soient de véritables avions de combat et de véritables

navires de combat. Cela ne se serait pas produit dans le cadre du budget proposé par l'ancien gouvernement. Le nouveau gouvernement est donc obligé de fournir à l'OTAN et à NORAD...

M. le Président: Sauf votre respect, je dois vous interrompre.

M. Coates: C'est une promesse de l'ancien gouvernement, mais elle sera tenue par le nôtre.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

LA DÉRÉGLEMENTATION DES SERVICES TÉLÉPHONIQUES

M. Brian White (Dauphin-Swan River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui de présenter quatre pétitions différentes, toutes sur la question de la déréglementation des services téléphoniques. Les pétitionnaires du Birdtail Valley New Horizons Club, du Green Valley Senior Centre et de l'Onanole Cheery Chirpers Seniors' Club et beaucoup d'autres citoyens du sud-ouest du Manitoba sont au nombre de 1,041.

Ils craignent que la déréglementation des services téléphoniques ne compromette la tradition d'un service généralisé à prix raisonnable dont nous avons bénéficié jusqu'ici au Canada. Ils prient le Parlement de ne pas légiférer en faveur de cette déréglementation.

M. le Président: Il y a un autre député qui souhaite présenter une pétition, mais je voudrais auparavant que les députés regagnent leur fauteuil ou bien quittent la Chambre. Les députés présentent des pétitions à la Chambre des communes et il n'est que juste qu'ils puissent se faire entendre. A l'ordre, s'il vous plaît.

LA PAIX MONDIALE ET LE DÉSARMEMENT

M. Tom Hockin (London-Ouest): Monsieur le Président, en ma qualité de député de London-Ouest, j'ai le devoir de présenter une pétition signée par plus de 2,000 habitants de ma circonscription.

La Chambre est sans doute déjà au courant du sujet de cette pétition. On y exhorte le Parlement à déclarer le Canada zone dénucléarisée, à œuvrer de façon active en faveur d'une désescalade multilatérale de la course aux armements, à consacrer à des fins pacifiques les fonds destinés à l'armement, et à organiser un vote libre en vue de mettre fin aux essais des missiles de croisière en sol canadien.

LES SANCTIONS POUR LES CONDUCTEURS EN ÉTAT D'ÉBRIÉTÉ

M. Vince Dantzer (Okanagan-Nord): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition des habitants de la ville de Vernon, dans la circonscription d'Okanagan-Nord, qui s'inquiètent de l'absence de mesures de protection et de lois efficaces destinées à réduire le carnage et la destruction causés par les conducteurs en état d'ébriété sur nos routes et autoroutes.